

Sophie BEN HAMIDA
vice-président, juge des libertés et de la
détention

N°RG : N° RG 20/00426 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MSGY

Minute n° : 20/00290

Nous Sophie BEN HAMIDA, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assistée de Jessica GIROIX, greffier,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 2 avril 2020 suite à un péril imminent,

concernant : **Madame Renée SALVAGNAC**
née le 27 Mars 1946
453 Rue de Centrayrargues
34070 MONTPELLIER

Vu la saisine en date du 09 Avril 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis adressés le 09 Avril 2020 à :

- Monsieur le Procureur de la République
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Madame Renée SALVAGNAC**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 09 Avril 2020,

Vu l'avis adressé, avec le dossier, à la coordination avocat indiquant qu'il appartiendra à l'avocat désigné par le Bâtonnier de transmettre au greffe JLD, par tout moyen, ses écritures ou observations, avant le 10 avril 2020 à 9H00, date à laquelle le juge statuera sur la demande ;

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 04 Décembre 2018,

Vu l'impossibilité de recourir à la visio-conférence, le pôle psychiatrie du CHU de Montpellier ne disposant pas du matériel nécessaire ;

Vu l'article 8 de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, prévoyant la possibilité pour le juge, dans les procédures où la représentation par avocat est obligatoire, de décider que la procédure se déroule sans audience, sans qu'il lui soit nécessaire de recueillir préalablement l'accord des parties ;

Le juge des libertés et de la détention, saisi de la demande de contrôle de la mesure de soins

Le service du juge des libertés et de la détention, saisi de la demande de contrôle de la mesure de soins psychiatriques sans consentement de **Madame Renée SALVAGNAC**, a indiqué qu'en raison de la crise sanitaire actuelle, la procédure se déroulerait sans audience et a fixé au 10 avril 2020 la date à laquelle il serait statué sur la demande.

Madame Renée SALVAGNAC a été informée qu'elle peut elle-même consulter la procédure, faire des observations écrites et s'entretenir par téléphone avec son conseil.

Me Christelle GIRARD, avocat commis d'office, a pu consulter la procédure. **Madame Renée SALVAGNAC** à qui cette possibilité a été expliquée par le personnel hospitalier, n'a pas souhaité s'entretenir avec l'avocat par téléphone.

Vu l'absence d'observations écrites transmises par la patiente,

Vu les conclusions de Me Christelle GIRARD reçue au greffe le 10 avril 2020, avocat désigné d'office pour représenter **Madame Renée SALVAGNAC**,

MOTIFS DE LA DECISION

Aux termes de l'article L.3211-12-2 du Code de la santé publique, lorsqu'il est saisi en application des articles L.3211-12 ou L.3211-12-1, le juge, après débat contradictoire, statue publiquement. A l'audience, la personne faisant l'objet de soins psychiatriques est entendue, assistée ou représentée par un avocat choisi, désigné au titre de l'aide juridictionnelle ou commis d'office.

L'article R.3211-7 du même Code indique que la procédure judiciaire pour connaître des mesures de soins psychiatriques prononcées en application du titre Ier du livre II de la troisième partie de la partie législative du présent code est régie par le Code de procédure civile sous réserve des dispositions de la présente section.

L'article R.3211-6 du même Code prévoit que devant le juge des libertés et de la détention et le premier président de la cour d'appel, la personne faisant l'objet de soins psychiatriques est assistée ou représentée par un avocat. Les autres parties ne sont pas tenues d'être représentées par un avocat.

Cette représentation par avocat se fonde sur la particulière vulnérabilité de la partie au procès civil, pour garantir l'équité de ce dernier, sur le même principe que la représentation obligatoire du mineur dans le procès pénal. Elle ne constitue pas une condition de la recevabilité de l'action civile, au sens de la constitution obligatoire d'avocat devant le tribunal judiciaire érigée en principe par l'article 760 du Code de procédure civile.

L'article 8 de l'Ordonnance du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic énonce que lorsque la représentation est obligatoire ou que les parties sont assistées ou représentées par un avocat, ce qui est le cas en l'espèce puisque Maître Christelle GIRARD a déposé des conclusions écrites aux intérêts de Renée SALVAGNAC, le juge ou le président peut décider que la procédure se déroule selon la procédure sans audience. Il en informe les parties par tout moyen.

C'est en l'espèce ce qui a été décidé par le tribunal judiciaire de Montpellier, les dossiers étant soumis au juge sans convocation des parties à l'audience alors que la patiente en a été informé.

La patiente se prévaut de l'article 7 de la même ordonnance pour soutenir que ses droits de la défense ont été bafoués, s'agissant du droit à un procès équitable et du droit effectif à un avocat, tenant notamment les conditions d'accès à l'avocat actuellement mises en place.

Il ressort de ce texte que le juge peut décider que l'audience se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle et, en cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut par décision insusceptible de recours décider d'entendre les parties et leurs avocats par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique.

La circulaire du 26 mars 2020 de présentation de ladite ordonnance du 25 mars 2020 indique, concernant la généralisation des audiences par visio-conférence et à défaut par tout moyen

de communication électronique que cette possibilité prévue par l'article 7 est ouverte à tous les contentieux. Elle évoque expressément le contentieux relevant du juge des libertés et de la détention en matière de soins sans consentement, indiquant que cette tenue de l'audience par visio-conférence et à défaut par tout moyen de communication, constitue une dérogation aux dispositions applicables en la matière et rappelées ci-dessus en introduction. Elle ajoute qu'il s'agit d'une simple faculté pour le juge qui peut toujours tenir des audiences en présentiel, préconisant néanmoins pour freiner la propagation du virus covid-19 le recours à l'audience grâce à un moyen de communication audiovisuelle ou, à défaut, par tout moyen de communication, y compris téléphonique.

C'est donc à juste titre que la patiente soutient que le fait qu'aient été écartées les dispositions dérogatoires au droit commun érigeant en principe la généralisation des audiences par visioconférence ou toute autre communication y compris téléphonique, et ce alors que le juge doit statuer dans un délai contraint n'autorisant pas un report de l'audience permettant sa comparution par ce moyen garantissant son droit fondamental à un procès équitable et au droit effectif à un avocat, lui cause un grief particulier tenant le principe de sa comparution devant le juge alors qu'il s'agit d'une personne privée de liberté dans une situation de particulière vulnérabilité, de sorte que ce moyen sera retenu et qu'il sera ordonné la mainlevée de la mesure d'hospitalisation contrainte qui devra intervenir dans un délai maximal de 24 heures.

EN CONSEQUENCE

Statuant en chambre du conseil et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Madame Renée SALVAGNAC et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique)

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

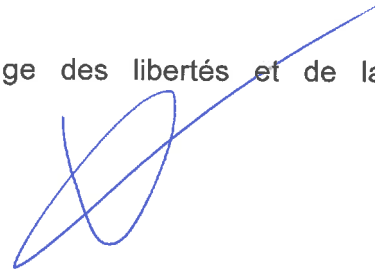
Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 10 Avril 2020 par Sophie BEN HAMIDA, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Jessica GIROIX, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention



Mentions de notification le 10 Avril 2020 :
- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- **Madame Renée SALVAGNAC** par l'intermédiaire du CHU
- Me Christelle GIRARD par courriel
- Monsieur le Procureur de la République

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
Tribunal judiciaire de Montpellier
Place Pierre Flotte
34040 Montpellier Cédex 1

Sophie BEN HAMIDA
vice-président, juge des libertés et de la détention

N°RG : N° RG 20/00426 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MSGY

Minute n° : 20/00290

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 10 avril 2020 à **16H 10**

Le greffier



Nous, **Claire VALQUE**, procureur de la République, déclarons :
☐ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision
☒ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

Signature :

